

## APPEL À COMMUNICATION

### *Transition énergétique : évaluation et potentialités de combinaisons d'énergies renouvelables à l'échelle des territoires*

Colloque 6772 dans le cadre du 85<sup>e</sup> Congrès de l'ACFAS  
08 - 09 mai 2017  
Université McGill, Montréal

Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, UQAM  
Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique, UQAM  
L'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS)  
Centre Organisations, Sociétés, Environnement, UQAM

Ces dernières années, la France et le Québec, à l'instar d'autres nations, ont adopté des politiques de transition énergétique mettant de l'avant des outils législatifs et de nouvelles instances de gouvernance qui interpellent de manière inédite les collectivités territoriales (par exemples, la loi sur la transition énergétique française et l'agence Transition énergétique Québec). En effet, les territoires suscitent de multiples questionnements pour la mise en œuvre concrète de la transition énergétique. Les industries de réseaux (surtout l'électricité) voient leurs « centres de gravité » se déplacer d'un modèle centralisé vers un modèle plus décentralisé. Les grandes entreprises nationales de l'énergie voient apparaître de multiples « niches d'innovation » peuplées d'entreprises ou de structures qui entendent profiter des opportunités de la transition pour consolider de nouveaux modèles de production, de distribution et de consommation de l'énergie.

Dans ce contexte, l'approvisionnement énergétique ne peut plus être apprécié uniquement à l'aune des variables économiques et est de plus en plus évalué en fonction de critères liés aux conditions de transport et aux risques, aux émissions de carbone et à l'insertion des équipements dans des territoires se dotant de technologies énergétiques hétérogènes et à compatibilité variable. Ces phénomènes sont d'autant plus complexes que ces combinaisons de sources énergétiques soulèvent des enjeux de gouvernance locale et territoriale et sont sujettes à des dynamiques d'acceptabilité sociale.

#### CHAIRE

**de responsabilité  
sociale et de  
développement durable**  
ESG UQAM

**INERIS**  
maîtriser le risque |  
pour un développement durable |

  
Organisations  
Sociétés  
Environnement  
ESG UQAM  
ESG NOW

  
Institut d'études  
internationales de Montréal  
UQAM

D'un point de vue théorique, la transition énergétique suppose le passage d'un ensemble stable de relations entre des « systèmes » sociaux, économiques, techniques et naturels, vers une nouvelle configuration de ces relations qui permette de contrôler la production et la consommation d'énergie dans une perspective de réduction des gaz à effet de serre, mais également d'autonomie et de sécurité énergétique, ce qui pousse également vers une décentralisation à l'échelle des territoires. De plus, la transition de ces systèmes énergétiques s'inscrit bien souvent dans des velléités plus larges de « transition vers l'économie verte » ou de « transition écologique » qui embrassent une transformation plus large du complexe technique, économique, politique et énergétique et qui peut tendre vers une certaine décentralisation. D'autant plus que bon nombre d'initiatives ne relèvent pas uniquement de décisions centralisées mais sont portées par des entrepreneurs institutionnels ou plus globalement des citoyens qui souhaitent prendre part aux transformations en cours, ce qui renforce la tendance de décentralisation.

Pour les sciences sociales, et au premier chef pour les études sur les transitions, la grande question qui émerge est *Comment se développent et se structurent les nouvelles combinaisons énergétiques à l'échelle des territoires, tout spécialement lorsque ceux-ci ont recours aux énergies renouvelables?* En découlent une série d'interrogations auxquelles ce colloque tentera de répondre :

- Quelles sont les technologies énergétiques qui s'imposent dans ces combinaisons énergétiques? Quelles sont leur efficacité/performance technologique et environnementale (avantages et limites) ?
- Quels enjeux en termes de fiabilité, sécurité et résilience attendre du déploiement de ces nouvelles filières?
- Quels types de systèmes sociotechniques, de modèles d'affaires et de modèles économiques émergeront pour permettre l'édification de ces combinaisons énergétiques? Quelles configurations organisationnelles pour quel type de régulation par les autorités de contrôle?
- En quoi les caractéristiques des territoires concernés (ressources naturelles, potentialités et contraintes socio-économiques) vont-elles mener à l'identification des combinaisons énergétiques optimales ?
- Quelle échelle de territoire est optimale pour initier le déploiement des politiques (intercommunalité, région) ? Quels modèles de complémentarité, partenariat entre territoires ? Comment organiser les priorités et initiatives des territoires dans une logique d'objectifs et de pilotage d'une politique centralisée ?
- Quelles marques les dynamiques territoriales et nationales imprègnent-elle respectivement sur ces modèles ?
- Comment se construisent l'acceptabilité sociale (appropriation et promotion ou au contraire contestation et rejet) et les réponses citoyennes et socio-territoriales face à ces phénomènes?
- Jusqu'à quel point ces modèles deviennent-ils institutionnalisés dans les différentes échelles de gouvernance, du local à l'international?

- Quels sont les enjeux politiques, sociaux et éthiques du développement des combinaisons énergétiques territoriales?

Ce colloque vise à documenter et à réfléchir, à partir de l'expérience comparée de régions du Québec et de la France, à la transition énergétique telle qu'elle est planifiée, mise en œuvre ou simplement expérimentée depuis une décennie, sachant que l'expérience d'un territoire s'articule nécessairement à un contexte et à des politiques nationales spécifiques. Il s'agira à la fois de débattre des corpus théoriques permettant de penser la transition énergétique et d'évaluer les nouvelles articulations de décentralisation qu'elle suppose en réfléchissant à de nouveaux outils.

Des propositions de communication sont attendues portant sur les interrogations formulées dans cet appel à communication, mais aussi plus largement sur les notions de « transition énergétique », de « territoire autonome en énergie » de « solidarité énergétique entre territoires », et d' « approvisionnement énergétique mixte » etc. – ou encore tout partage d'expérience et de recherche concernant les combinaisons énergétiques territoriales et la transition énergétique.

Cet appel à communication s'adresse aussi bien aux acteurs de la recherche qu'aux opérateurs de la transition énergétique (entreprises fournissant les technologies, gestionnaires de territoires, décideurs politiques, financeurs de technologies...) québécois et français.

Les propositions de communication d'environ 300 mots, avec un titre et une liste des auteurs, sont attendues pour le **27 février 2017**. Les décisions seront rendues le **01 mars 2017**.

**Envoyez la proposition de communication à :**  
[cherfi.souhila@courrier.uqam.ca](mailto:cherfi.souhila@courrier.uqam.ca)

**Comité scientifique :**

- Corinne Gendron (UQAM)
- Christophe Didier (INERIS)
- René Audet (UQAM)
- Souhila Cherfi (OSE)

**Comité organisateur :**

- Souhila Cherfi (OSE)
- Jean-Francois Parenteau (OSE)
- Marie-Luc Arpin
- Alice Friser
- Carole Brunet

**CHAIRE**

**de responsabilité  
sociale et de  
développement durable**  
ESG UQAM

**INERIS**  
maîtriser le risque |  
pour un développement durable

**Organisations  
Sociétés  
Environnement**  
ESG UQAM  
ESG UQAM

**Institut d'études  
internationales de Montréal**  
UQAM